

DIRECTION DES EXAMENS ET DES CONCOURS (DEXCO)

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR / SESSION 2022

FILIERES TERTIAIRES :

- FINANCES-COMPTABILITE ET GESTION DES ENTREPRISES
- GESTION COMMERCIALE
- GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
- LOGISTIQUE
- RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
- SCIENCES DE L'INFORMATION

EPREUVE COMMUNE :

ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 2 Heures

Coefficient de l'épreuve : 3

Ce sujet comporte deux parties à traiter sur la même copie.**TEXTE N° 1 : UN MARCHÉ PLEIN D'AVENIR**

Le meilleur est-il passé pour les économies africaines ? Il y a moins d'une décennie, plusieurs pays connaissaient une croissance spectaculaire. Aujourd'hui, le maintien de cette croissance s'avère une tâche des plus ardues. Entravée par le ralentissement de la Chine, par l'effondrement des cours des matières premières et par les nombreuses crises sécuritaires, la croissance annuelle du PIB global de l'Afrique atteignait en moyenne 3,3 % en 2010-2015, un taux à peine suffisant pour suivre la croissance de la population.

Pourtant, il y a deux grandes raisons d'être optimiste. Premièrement, certaines économies africaines sont florissantes. En fait, le PIB global a été entravé, depuis 2010, par une croissance vacillante des pays exportateurs de pétrole et par des crises liées à la sécurité au Sahel et en Afrique du Nord ; mais dans les autres pays d'Afrique, la croissance s'est accélérée. Deuxièmement, le continent connaît une accélération de la numérisation, de l'urbanisation et de la croissance de la population active. Cette évolution démographique pourrait libérer la croissance future en faisant progresser la diversification économique, en stimulant la consommation intérieure et en soutenant l'industrialisation.

D'ici à 2025, les dépenses des consommateurs et des entreprises du continent pourraient passer de 4 000 milliards à 5 600 milliards de dollars. Dans le même temps, l'Afrique pourrait presque doubler sa production manufacturière, à environ 1 000 milliards de dollars, avec à peu près 75 % de la croissance liée à la production pour les marchés de la région. Problème : les entreprises africaines ne sont pas,

semble-t-il, en mesure de répondre à la demande intérieure actuelle. L'Afrique doit encore importer environ un tiers des aliments, des boissons et des biens transformés qu'elle consomme, alors que l'Asie du Sud-Est (Asean) en importe environ 20 % et l'Amérique du Sud (Mercosur) 10 %.

Les entreprises du continent ont fait de grands progrès ces dernières années. Quelque 400 sociétés africaines enregistrent des revenus annuels de plus de 1 milliard de dollars, et 700 autres de plus de 500 millions de dollars. Globalement, ces grandes sociétés connaissent une croissance plus forte – et génèrent des profits plus élevés – que les multinationales de même taille. Mais il y a encore beaucoup de chemin à faire. Le revenu annuel moyen des grands groupes africains (hors Afrique du Sud) s'élève à 2 milliards de dollars, soit la moitié de celui des grandes sociétés du Brésil, d'Inde, du Mexique et de Russie.

Le principal facteur limitatif de la croissance de ces entreprises est la fragmentation du marché africain, constitué en grande partie de petites économies avec des liens plutôt limités. Il existe huit zones commerciales régionales se recoupant en partie, mais aucune d'entre elles ne comprend plus de la moitié des pays d'Afrique. Le continent pâtit aussi de réseaux de transports inadéquats et de limites sur la libre circulation des personnes. Pour générer des économies d'échelle et attirer les investisseurs, les dirigeants africains doivent donc avoir comme priorité la formation d'un marché plus intégré. Ils doivent aussi améliorer le cadre des affaires, les questions réglementaires étant encore mentionnées comme un facteur très dissuasif des investissements.

Certains de ces problèmes pourraient être réglés rapidement...

Auteurs : **DONALD KABERUKA**

Ancien Président de la BAD

- **ACHA LEKE**

Associé chez McKinsey et Company à Johannesburg

Source : **Jeune Afrique**

Hors – série n°45 – l'Afrique en 2017. Page 80

TEXTE N° 2 : ASIE-AFRIQUE, MAIN DANS LA MAIN

Traditionnellement, le commerce entre le Nord et le Sud suppose d'échanger les produits manufacturés des pays développés contre les matières premières des pays en développement. Mais ce modèle ne tient aucun compte de la possibilité qu'un jour les pays en développement puissent exporter leurs propres produits manufacturés, comme c'est le cas en Asie du Sud-Est depuis plusieurs décennies. Dans cette région, la croissance augmente au même rythme que l'industrialisation de l'économie. Cette croissance dépend donc de la compétitivité de la force de travail, afin de pouvoir proposer sur le marché international des produits manufacturés moins chers que ceux des pays développés.

Comment ces pays ont-ils pu obtenir de tels avantages comparatifs ? La plupart d'entre eux ont mis en place, dès les années 1960, la modernisation de leur secteur agricole. Grâce à cette « révolution verte », ils ont pu tripler leur production alimentaire et donc augmenter leur approvisionnement, permettant de proposer à leurs populations des denrées à un prix suffisamment peu élevé pour être en accord avec les salaires versés. Une telle évolution a aussi favorisé le déplacement des ruraux vers les zones urbaines pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à une industrie naissante...

Cependant, la productivité céréalière des terres agricoles en Afrique ne correspond qu'à un tiers de la moyenne mondiale. En conséquence, l'Afrique est le principal importateur de céréales de la planète : un quart de sa consommation totale est aujourd'hui importée. Dans ces conditions, le prix des denrées alimentaires reste élevé et ne permet pas d'obtenir une flexibilité des salaires identiques à celle qui a pu voir le jour en Asie. L'Afrique ne peut donc pas disposer des mêmes avantages comparatifs en matière de coûts de sa main-d'œuvre. C'est certainement la plus grande difficulté à laquelle est aujourd'hui confrontée la Chine en Afrique. L'augmentation des volumes importés sur le continent risque en outre de faire peser de lourdes menaces sur le marché mondial : il existe donc un intérêt mutuel, partagé par le Japon, la Chine ou la Corée du Sud, eux-mêmes gros importateurs de céréales, à voir l'Afrique améliorer ses rendements agricoles.

La conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) est le pilier de la coopération japonaise vers le continent depuis plus de vingt ans. Démarrée selon une logique d'aide au développement, elle s'est progressivement orientée vers les échanges commerciaux et l'investissement. C'est un moyen pour le Japon de revitaliser son économie et, en s'appuyant sur son secteur privé, de prendre part, avec la Chine, à l'amélioration des fondamentaux économiques de l'Afrique. A plus long terme, cela permettra de pouvoir imaginer le transfert des capacités industrielles chinoises vers ce continent, ce qui sera une bonne chose pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Auteur : KATSUMI HIRANO, Vice-Président de l'Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)

Source : Jeune Afrique Hors-série n° 45 L'Afrique en 2017 p. 73

A l'aide des textes et de vos connaissances, répondez aux questions.

- ECONOMIE GENERALE

1°) Définissez :

- a) La croissance économique
- b) le Produit Intérieur Brut (PIB)
- c) Le libre-échange

2°) Comment les pays asiatiques ont-ils utilisé les avantages comparatifs dans leur stratégie de développement ?

3°) Quels sont les avantages de la coopération Afrique-Asie pour les pays africains ?

- ECONOMIE D'ENTREPRISE

1°) Définissez :

- a) L'investissement de capacité
- b) L'économie d'échelle

2°) Quels sont les facteurs qui limitent la croissance des entreprises africaines ?

3°) Quels avantages les Petites et Moyennes Entreprises (PME) africaines peuvent-elles tirer de la croissance démographique ?

nouhouattara@gmail.com

keita mohamed junior99@gmail.com